



## Conseil économique et social

Distr.: Générale  
2 février 2006

Français  
Original: Anglais

---

### Commission de la prévention du crime et de la justice pénale

Quinzième session

Vienne, 24-28 avril 2006

Point 6 de l'ordre du jour provisoire\*

#### Coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale

### Coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale

#### Note du Secrétaire général

1. Le deuxième Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice s'est tenu à Doha du 14 au 16 novembre 2005 à l'invitation du Gouvernement qatarien, avec la participation des représentants de 87 États. Étaient également présents des observateurs de services et organes de l'ONU, d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Comme le prévoyait la résolution 2004/30 du 21 juillet 2004 du Conseil économique et social, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a aidé le Gouvernement qatarien à préparer le Sommet et à en assurer le service technique.
2. Conformément à la résolution 2004/30 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de porter à l'attention de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale les recommandations formulées à l'issue du Sommet.

---

\* E/CN.15/2006/1.



## **Deuxième Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice, tenu à Doha du 14 au 16 novembre 2005**

### **Recommandations\***

#### **1. Le ministère public face aux techniques criminelles nouvelles et perfectionnées, notamment la cybercriminalité et la criminalité économique et financière**

1. Etant donné que certaines formes de cybercriminalité sont entièrement nouvelles et peuvent être justiciables d'une législation ou d'une réglementation particulière, les participants au Sommet recommandent, de moderniser les lois actuelles ou d'en élaborer de nouvelles pour faire face aux difficultés particulières que présente cette criminalité et en faciliter la répression.

2. Les participants recommandent également que les mesures prises dans ce domaine visent, entre autres choses :

a) à préciser ou faire disparaître les dispositions dépassées, par exemple les lois qui ignorent la destruction ou le vol de biens immatériels ;

b) à élaborer de nouvelles dispositions pour les crimes nouveaux (accès sans autorisation aux ordinateurs ou aux réseaux informatiques, usurpation d'identité par hameçonnage ou par d'autres moyens (production et diffusion de pédopornographie, etc.) ;

c) à amender les codes de procédures en ce qui concerne par exemple le traçage des communications ou les instructions régissant les fouilles électroniques sur le territoire du pays ou par-delà ses frontières ;

d) à définir et mettre en œuvre des habilitations légales, des règles juridictionnelles et d'autres dispositions de procédure permettant de faire des recherches efficaces sur la criminalité au niveau national et d'obtenir la coopération nécessaire dans les affaires intéressant plusieurs juridictions.

3. Les participants recommandent de favoriser la standardisation des procédures de police technique relatives aux preuves informatiques afin de faciliter l'harmonisation des méthodes et des pratiques suivies pour réunir, conserver, analyser et présenter ces preuves devant les tribunaux, de régler le problème que soulève leur nature immatérielle et de réduire au minimum leur contestabilité par la défense.

4. Les participants recommandent qu'en matière de cybercriminalité, les poursuites et les enquêtes fassent l'objet de directives strictes et de mesures rigoureuses tendant au respect des règles de droit, y compris les droits de l'homme et les libertés fondamentales, notamment la protection de l'intimité de la vie privée.

5. Les participants recommandent de faciliter la coopération opérationnelle entre organes chargés de l'application des lois et l'entraide judiciaire dans les enquêtes sur la cybercriminalité, et notamment :

a) de résoudre les difficultés résultant de la concurrence juridictionnelle ;

---

\* Les recommandations sont reproduites ici telles qu'elles ont été reçues.

- b) d'assurer par un gel immédiat la conservation des données électroniques ;
- c) d'assurer la divulgation rapide des données conservées ;
- d) d'autoriser le traçage des communications électroniques en temps réel, indépendamment des frontières juridictionnelles ;
- e) de mettre en place des points de contact en veille 24 heures sur 24, sept jour sur sept à l'intention des membres du parquet et des enquêteurs.

6. Les participants recommandent de relever les qualifications en informatique des personnels chargés de l'application des lois et des enquêtes afin de renforcer leurs compétences en matière de cybercriminalité, notamment lorsqu'il s'agit de mener des opérations d'infiltration en ligne, de procéder à des fouilles à distance ou de traiter de forts volumes de pièces à conviction sous forme de données numérisées. Il faudrait à cet effet favoriser la collaboration entre les organismes privés et les organes publics d'application des lois.

7. Les participants recommandent d'empêcher que les centres financiers et les dispositifs extranationaux *offshore* ne soient utilisés pour le blanchiment d'argent et les opérations financières illégales. Il convient à cette fin d'autoriser le contrôle des opérations financières qui semblent n'avoir aucun but légitime, commercial ou autre, et d'exiger l'identité des parties qui y procèdent.

8. Les participants recommandent d'associer à l'utilisation croissante de l'informatique dans le secteur financier des dispositifs de sécurisation, par exemple pour les paiements en ligne ou les opérations des banques virtuelles, pour faire disparaître ou réduire les possibilités de détournement illégal.

9. Les participants recommandent de créer un organisme de contrôle et de mettre en place des services de renseignement financier faisant office de centres nationaux de rassemblement, d'analyse et de diffusion de l'information liée au blanchiment d'argent.

10. Les participants recommandent de mettre à la disposition des procureurs et des enquêteurs des moyens techniques suffisants, accompagnés de l'appui nécessaire à une utilisation quotidienne, et de leur offrir des possibilités de formation pour renforcer leurs moyens professionnels de recherche sur le blanchiment d'argent. Il convient dans ce domaine d'encourager les pays qui ont des connaissances et des capacités développées en matière d'enquête sur le blanchiment d'argent à offrir leur assistance technique aux pays dont les moyens institutionnels sont faibles, afin d'éviter de créer des paradis financiers pour les criminels qui procèdent au blanchiment d'argent.

11. Les participants recommandent d'élaborer et d'adopter les lois permettant de tirer pleinement parti de l'échange d'informations financières, avec les garanties voulues, entre organismes qui traitent les données relatives aux opérations financières.

## **2. Stratégies et mesures d'ordre pratique visant à renforcer les moyens des services de répression face à la criminalité transnationale organisée, au terrorisme et à la corruption**

12. Les participants recommandent aux États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles additionnels, ou d'y adhérer, et de réviser ou amender

leur législation pour que ces instruments soient mis effectivement en application sur leur territoire.

13. Les participants recommandent aussi aux autorités nationales, pour que soient accomplies les obligations fixées dans la Convention et les protocoles additionnels si aucune mesure n'a encore été prise d'accorder une attention particulière à l'adoption et à la mise en application de mesures législatives ou réglementaires prévoyant :

a) le recours éventuel à des techniques d'enquête spéciales, par exemple les livraisons surveillées, la surveillance électronique, les opérations d'infiltration, notamment face aux groupes criminels organisés aux procédés perfectionnés ;

b) la dotation de l'appareil pénal national en moyens financiers et humains suffisants pour que ces techniques puissent être effectivement utilisées, sous forme notamment de formation dispensée au personnel des organes compétents pour le familiariser avec l'utilisation et l'application de ces techniques, dans le respect des principes de l'état de droit et des normes relatives aux droits de l'homme ;

c) une coordination adéquate entre organismes utilisant les techniques d'enquête spéciales, grâce notamment à des accords ou des arrangements entre institutions et autorités principales afin d'éviter les difficultés opérationnelles, d'éliminer les doubles emplois et d'utiliser les ressources le plus efficacement possible ;

d) une souplesse suffisante dans la réglementation des livraisons surveillées, compte tenu des considérations suivantes :

i) les conditions d'autorisation ne doivent pas être si difficiles à remplir qu'elles compromettent l'opportunité et l'efficacité du recours opérationnel à ces techniques ;

ii) la législation et les directives ne doivent pas être si détaillées ou si restrictives qu'elles indiquent aux criminels comment en tourner les dispositions ;

iii) les textes législatifs et réglementaires ne doivent pas entraver indûment la coopération internationale ;

e) l'élargissement des livraisons surveillées à toutes les activités des groupes criminels organisés au-delà des crimes liés au trafic de drogue. Lorsqu'elles choisissent de recourir ou non à cette technique sur le plan pratique dans une affaire donnée, les autorités compétentes doivent décider si la livraison surveillée est indispensable au regard de considérations comme le risque de perte ou de dégradation irréparable des biens, le risque pour la santé et la sécurité publiques et le principe de proportionnalité entre les effets de l'intervention et le résultat qu'elle vise à atteindre ;

f) le recours à l'infiltration comme technique d'enquête, notamment dans les affaires d'identification, de traçage, de gel ou de saisie et de confiscation du produit et des instruments de la criminalité organisée, de la corruption et du terrorisme, et la mise en place de l'encadrement légal reconnaissant la force probante des pièces recueillies par ce moyen. En pratique cependant, le recours à ces opérations doit être proportionné aux objectifs à atteindre.

g) l'encadrement légal des opérations d'infiltration régissant :

i) l'autorisation, la surveillance et le contrôle de l'opération ;

- ii) les restrictions imposées aux activités qui peuvent être entreprises ;
- iii) les questions de responsabilité civile ou pénale des agents infiltrés ;
- iv) la protection des agents et indicateurs et de toute personne participant à l'opération d'infiltration, et de leurs proches s'il y a lieu ;
- v) la mise en place de garde-fous suffisants pour assurer la protection voulue des droits de l'homme fondamentaux.

14. Les participants recommandent que les États adoptent et mettent en œuvre des mesures mettant effectivement à l'abri les témoins, les collaborateurs de la justice et leurs proches de toute intimidation ou représailles. À cet égard, ils recommandent en outre de donner la priorité :

- a) à l'examen et à l'adaptation de la législation interne afin d'ériger en infractions pénales, assorties des sanctions appropriées l'intimidation et la menace visant les témoins, l'obstruction à la justice, l'entrave au fonctionnement de la police et de justice ou l'altération des éléments de preuve ;

- b) à l'adoption de règles de procédure permettant aux témoins de déposer dans des conditions de sécurité.

15. Les mesures visant à rendre plus efficace la protection des témoins au stade de l'instruction et du procès et par la suite, doivent viser en particulier :

- a) à favoriser la formation des membres du parquet afin de les familiariser avec les mesures de protection des témoins et de s'assurer que ceux qui participent aux enquêtes criminelles et qui entrent les premiers en contact avec le témoin disposent des informations de base sur la protection qui peut être offerte et sont en mesure de les communiquer ;

- b) à réviser le code de procédure national lorsqu'il ne prévoit pas l'analyse des déclarations faites au cours de la phase préliminaire de la procédure, afin que l'effet de l'intimidation sur les témoins puisse être pris en compte et que leurs déclarations soient autorisées ou utilisées devant le tribunal, sous réserve du principe de la libre évaluation des éléments de preuve par le tribunal et compte dûment tenu des droits de la défense ;

- c) à permettre à un témoin de déposer par liaison vidéo ou satellite à partir d'un lieu sûr, au besoin en présence d'un juge ou d'un autre fonctionnaire ;

- d) à protéger l'identité du témoin et, s'il y a lieu et sans préjudice des droits de la défense, à permettre à cet effet que son nom et son adresse ne soient pas divulgués ou ne le soient que partiellement. À cet égard, des mesures consistant par exemple à exclure l'accusé de la salle d'audience et à entendre le témoin en présence de l'accusation, du juge et de la défense, ou à permettre au témoin d'être entendu sans que son identité soit révélée à l'accusé ni à la défense, doivent être évaluées au regard de la nécessité de sauvegarder les droits de la défense et la régularité des procédures ;

- e) à protéger le témoin du public et des médias, notamment en habilitant le juge à ordonner que le témoin soit entendu à huis clos, en présence des seules parties et du personnel judiciaire nécessaire ;

- f) à créer des programmes de protection des témoins, des collaborateurs de la justice et de leurs proches, comprenant des mesures telles que la réinstallation et

le changement d'identité, compte tenu des ressources disponibles à cette fin et des difficultés matérielles et sociales que les intéressés peuvent rencontrer.

16. Les participants recommandent d'accorder, en fonction de l'organisation administrative de l'État, une autonomie opérationnelle aux personnels qui mettent en œuvre les mesures de protection des témoins, des collaborateurs de la justice et de leurs proches. Ces personnels ne devraient participer ni aux enquêtes ni à la mise en état des affaires dans lesquelles les intéressés doivent témoigner. Cependant, un certain niveau de coopération et d'échange doit être maintenu entre organismes chargés de l'application des lois afin que les mesures et les programmes de protection soient définis et appliqués avec succès.

17. Les participants recommandent aux États qui ne l'auraient pas encore fait de signer et de ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption, et de réviser et adapter leur législation pour mettre effectivement en application au niveau national les dispositions de cet instrument.

18. Les participants recommandent aux États de se doter de la réglementation nécessaire et de procéder aux réformes administratives voulues pour que le secteur public et le secteur privé soient tenus de rendre des comptes et pour instaurer une culture de l'intégrité et de la bonne gouvernance, moyens efficaces de dissuasion des pratiques liées à la corruption.

19. Les participants recommandent aux États de se doter des mécanismes et des dispositifs législatifs et administratifs appropriés pour que les biens détournés par la corruption et confisqués dans un pays puissent être rapatriés dans les conditions fixées par la Convention des Nations Unies contre la corruption.

20. Les participants recommandent aux États qui ne l'auraient pas encore fait de ratifier les instruments universels contre le terrorisme ou d'y adhérer, et de réviser leur législation nationale pour mettre effectivement en application leurs dispositions. Les États devraient également envisager de signer et ratifier la nouvelle Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Les participants souhaiteraient que la communauté internationale achève rapidement ses travaux sur le projet de convention générale contre le terrorisme.

21. Les participants recommandent également d'adopter de nouvelles mesures pour déceler et réprimer les pratiques liées au financement du terrorisme. Ces mesures devraient être appliquées uniformément et universellement compte tenu de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et des directives données par les organes internationaux spécialisés, dans le respect des principes de l'état de droit et des normes relatives aux droits de l'homme.

22. Les participants recommandent en outre de prêter une attention particulière au renforcement des capacités générales des services chargés des poursuites dans les affaires complexes liées à la criminalité organisée, à la corruption et au terrorisme ; à cette fin des mesures devraient être prises pour assurer la formation, développer les compétences en matière de préparation des affaires et encourager la spécialisation des procureurs.

### **3. Le ministère public et la promotion et le renforcement de l'état de droit**

23. Les participants au Sommet recommandent que les États, pour préserver l'intégrité et l'impartialité du ministère public et lui faire assumer sa fonction capitale de garant de l'état de droit, veillent à ce que les membres du parquet soient à même d'accomplir leurs fonctions professionnelles à l'abri des intimidations,

entraves, persécutions et immixtions, selon les Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet adoptés au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenu en 1990, principes approuvés par l'Assemblée générale. À cet égard, il faudrait au niveau national s'efforcer davantage d'empêcher que des pressions politiques ou d'autres formes d'influence n'interviennent de façon inopportune dans la conduite juste et impartiale des poursuites.

24. Les participants recommandent également que, dans l'exercice de leurs fonctions, les procureurs restent inspirés par la nécessité de sauvegarder intégralement les droits de l'homme et les libertés civiles, aspect essentiel de l'état de droit, et que les préoccupations qu'imposent des circonstances extraordinaires menaçant la sécurité publique ne compromettent pas cet objectif.

25. Les participants recommandent aux États de faire en sorte que les membres du parquet jouent un rôle plus stratégique et plus affirmé dans l'élaboration des politiques de lutte contre la criminalité, les conseils au législateur et la direction des investigations. À cet égard, il est recommandé de prendre des mesures pour favoriser la présence de membres du parquet aux côtés des spécialistes d'autres disciplines dans les équipes interdisciplinaires et l'exercice de leurs qualités de chef d'équipe, notamment parce qu'ils peuvent donner des conseils en temps utile ou de manière continue aux organismes chargés de faire appliquer les lois et aux équipes spécialement créées pour lutter contre certaines formes de criminalité, et les faire participer aux formations des fonctionnaires chargés de l'application des lois.

26. Les participants recommandent que les activités de développement visant à renforcer l'état de droit restent centrées sur le renforcement des fonctions poursuites et enquêtes de la justice pénale et l'amélioration des capacités des services chargés des poursuites.

27. Les participants recommandent que dans les pays où un pouvoir discrétionnaire est dévolu aux magistrats du parquet, leurs décisions soient toujours inspirées par le souci de l'état de droit. À cet égard, la transparence des décisions en matière de poursuites devrait être favorisée car elle est à la base d'une critique et d'un débat publics de bon aloi, sans préjudice des droits de la défense, notamment du droit à la régularité des procédures. D'autre part, la définition et la diffusion publiques des politiques et des priorités en matière de poursuites devraient être favorisées pour promouvoir l'équité, l'impartialité et la crédibilité des pratiques du parquet.

28. Les participants recommandent que les programmes de maintien de la paix et de relèvement après un conflit prévoient obligatoirement une gamme complète de méthodes et de moyens de restauration des capacités de l'institution judiciaire nationale, y compris par priorité les capacités du ministère public, afin de remédier à la situation de non-droit où se trouvent les sociétés sortant d'un conflit, et particulièrement de faire face avec efficacité à la criminalité organisée, à la corruption et au terrorisme. À cet égard, le rôle du parquet dans l'institutionnalisation des mécanismes de responsabilisation et dans leur fonctionnement équitable doit être encore renforcé.

29. Les participants recommandent aux États qui adoptent des mesures de prévention et de répression des actes de terrorisme, de respecter l'état de droit et d'honorer leurs obligations de droit international, en particulier dans le domaine des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit international humanitaire.

30. Les participants recommandent que les restrictions imposées aux droits de la défense pour lutter contre les formes graves de criminalité, notamment le terrorisme, soient exactement proportionnées aux fins qu'elles servent et que des mesures de sauvegarde de l'équité des procédures leur fassent contrepoids pour que les droits de la défense ne soient pas vidés de leur substance.

31. Les participants recommandent aux États qui adoptent des mesures extraordinaires, notamment en cas de situation d'urgence, de ne pas ignorer ou écarter les obligations que leur font les instruments internationaux de promotion des droits de l'homme, et de respecter le droit international humanitaire dans les conditions fixées par le droit international. Des mesures doivent être prises pour réévaluer périodiquement les circonstances qui ont conduit à adopter les mesures extraordinaires en question et lever éventuellement les dérogations dès que ces circonstances ont disparues.

#### **4. Mesures et mécanismes propres à renforcer la coopération internationale en matière de poursuites**

32. Les participants recommandent aux États d'élargir leurs réseaux d'accords d'extradition et d'adopter un code d'extradition, ou s'ils en disposent déjà de le réviser, pour compléter l'encadrement juridique régissant la remise des fugitifs à un État requérant ou en tant que procédure ou cadre d'application des accords ou traités d'extradition.

33. Les participants recommandent de prendre des mesures au niveau national pour supprimer les difficultés que cause l'application stricte des motifs de refus d'extradition ; ils recommandent aux États de prendre à cet effet des mesures :

- a) pour réviser et simplifier le critère de la double incrimination ;
- b) pour appliquer de façon plus large le principe *out dedere out judicare* quand l'extradition ne peut être accordée, spécialement quand les preuves sont insuffisantes ;
- c) pour autoriser la remise temporaire, uniquement aux fins du procès, de la personne recherchée par l'État requérant.

34. Les participants recommandent aux États qui réglementent les procédures d'extradition, de simplifier les exigences en matière de preuve qui s'appliquent aux demandes d'extradition, en ce qui concerne notamment le niveau de preuve et la nature des éléments requis. En particulier, dans les États où il est nécessaire de procéder à l'examen préliminaire de la qualité des preuves, la procédure d'extradition ne doit pas conduire à ce qui reviendrait à un jugement au fond.

35. Les participants recommandent, pour des raisons d'économie judiciaire et pour accélérer la procédure d'extradition sans préjuger de l'issue de l'examen judiciaire, que des voies de recours adéquates et rapides soient mises en place conformément aux principes constitutionnels fondamentaux du pays. L'appel doit être entendu et jugé à l'issue de toutes les procédures administratives et judiciaires et être l'occasion de trancher les questions de fait et de droit afin d'éviter les examens répétitifs ou partiels.

36. Les participants recommandent de rendre plus souples les lois et les pratiques nationales en matière d'entraide judiciaire afin que les États puissent s'accorder mutuellement la plus large coopération, notamment en réduisant au minimum les



motifs de refus et en permettant l'exécution des requêtes selon des procédures rendant possible l'utilisation d'éléments de preuve dans les procédures étrangères.

37. Les participants recommandent aux États qui ne l'auraient pas encore fait, dans le domaine notamment de la coopération dans les poursuites concernant la criminalité économique et financière et la corruption, de se doter du cadre législatif permettant :

- a) de ne pas refuser leur aide au motif du secret bancaire ;
- b) de fournir leur assistance même en l'absence de double incrimination, quand cette assistance ne prend pas la forme de mesures coercitives.

38. Les participants recommandent de prendre des mesures au niveau national pour renforcer l'efficacité de l'entraide judiciaire :

- a) en mettant en place des autorités centrales chargées d'examiner en temps utile les demandes d'entraide ;
- b) en veillant à faire diffuser auprès des autorités centrales des informations à jour sur les personnes à contacter ;
- c) en veillant à l'uniformité des pratiques des autorités centrales en matière d'entraide judiciaire en vertu des divers instruments internationaux ; les autorités devraient disposer d'une indépendance et d'une autonomie institutionnelles suffisantes ;
- d) en encourageant la transmission directe des requêtes et la communication spontanée de l'information.

39. Les participants recommandent d'agir de façon plus concertée pour faire connaître les exigences légales nationales et les techniques recommandées aux fonctionnaires qui interviennent dans la procédure d'entraide judiciaire, par les moyens suivants :

- a) accroître le nombre et l'utilisation des guides pratiques de l'encadrement réglementaire et de la pratique de l'entraide judiciaire (manuels nationaux, guides à l'intention des autorités étrangères) ;
- b) renforcer la formation du personnel chargé des procédures d'entraide judiciaire.

40. Les participants recommandent de rechercher encore les moyens de renforcer les relations personnelles directes entre fonctionnaires des autorités centrales, enquêteurs et membres du parquet afin que les partenaires acquièrent la confiance et l'expérience nécessaires aux meilleurs résultats. À cet égard, il est recommandé aux États de prendre des initiatives, par exemple l'échange d'officiers de liaison (policiers, magistrats, procureurs) soit en détachant des fonctionnaires auprès des autorités centrales d'autres pays, soit en organisant des échanges de courte durée.

41. Le Sommet recommande également aux États d'utiliser dans toute la mesure du possible les moyens modernes de communication pour transmettre les demandes urgentes d'entraide judiciaire et pour y répondre, ainsi que les moyens les plus récents pour fournir cette assistance, notamment dans des domaines comme :

- a) la présentation d'éléments de preuve par liaison vidéo ;
- b) l'échange d'échantillons d'ADN utiles aux enquêtes criminelles.

42. Les participants recommandent aux États d'accorder la priorité à la création et à l'utilisation dans les meilleures conditions des moyens nécessaires à l'efficacité de l'entraide judiciaire, par exemple en fournissant aux autorités centrales des ressources matérielles et humaines suffisantes, en améliorant leurs capacités linguistiques grâce au choix de personnel bilingue ou multilingue pour ces autorités.

43. Les participants recommandent aux États de prendre des mesures résolues pour améliorer la coopération internationale en matière de confiscation et de prêter à cette fin un concours aussi large que possible aux autres pays pour identifier, retrouver, geler ou saisir et confisquer le produit des crimes graves ainsi que les biens, le matériel et les autres moyens qui servent ou sont destinés à servir à commettre une infraction pénale. Il conviendrait à cet égard de prendre des mesures pour régler les problèmes opérationnels causés par les retards d'exécution des ordonnances étrangères de contrainte ou de confiscation et pour utiliser au mieux les méthodes disponibles pour les exécuter.

44. Les participants recommandent aux États de conclure des accords sur le partage des biens avec les pays qui s'emploient à retrouver, geler ou saisir et confisquer les avoirs qui procèdent d'activités criminelles organisées. À cet égard, le modèle d'accord bilatéral sur le partage des biens et du produit des crimes confisqués visés dans la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes qu'a adopté le Conseil économique et social dans sa résolution 2005/14 du 22 juillet 2005, pourrait servir de guide pour rédiger de tels accords.

45. Les participants recommandent aux autorités nationales compétentes de mieux utiliser leurs réseaux internationaux d'interlocuteurs pour échanger des informations sur les réglementations et les pratiques opérationnelles de leur pays et faire ainsi mieux connaître les techniques spéciales d'enquête dans un contexte international.

46. Les participants recommandent de prendre des mesures pour mettre en place un encadrement juridique et réglementaire national et international régissant les enquêtes entreprises en commun dans les cas où l'infraction ou les infractions qui en font l'objet ont un aspect transnational. Cet encadrement devrait améliorer l'efficacité de ce type de coopération en offrant la base nécessaire au règlement des difficultés pratiques qui apparaissent souvent en ce domaine, par exemple l'absence de normes communes ou de pratiques reconnues, ou même d'éventuels conflits en matière de direction effective des équipes d'enquête conjointes.

47. Les participants recommandent d'entreprendre un effort particulier pour renforcer l'efficacité des mécanismes de coopération en matière d'application des lois, notamment par la mise en place de dispositifs efficaces de mise en commun de l'information, la création de voies de communication entre autorités compétentes et la conclusion d'accords facilitant l'assistance ou les activités opérationnelles entreprises en commun.